

EU AI Act pour les PME françaises

Les 10 questions qui déterminent votre niveau de risque — Plan d'action 2026

Guide gratuit édité par TNTECH CONSULTING SAS · Mars 2026 · aiact-ready.fr

À qui s'adresse ce guide ?

Ce guide s'adresse aux dirigeants, DRH, DSI, DAF et responsables conformité de PME et ETI françaises (10 à 5 000 salariés) qui utilisent ou envisagent d'utiliser des systèmes d'intelligence artificielle dans leurs opérations. Il vous permet de comprendre en moins de 30 minutes si votre entreprise est concernée par le Règlement (UE) 2024/1689 dit EU AI Act, et ce que vous devez faire concrètement avant le 2 août 2026.

■ Ce guide est un accompagnement opérationnel. Il ne constitue pas un conseil juridique au sens de la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971. Pour toute décision engageante, consultez un avocat spécialisé en droit du numérique.

Partie 1 — Comprendre l'EU AI Act en 5 minutes

Qu'est-ce que l'EU AI Act ?

Le Règlement (UE) 2024/1689, publié au Journal officiel de l'Union européenne le 12 juillet 2024, est le premier cadre réglementaire mondial dédié à l'intelligence artificielle. Il s'applique à toute organisation qui développe, met sur le marché, ou déploie des systèmes IA en Europe — y compris les entreprises basées hors de l'UE dont les systèmes sont utilisés par des personnes en Europe (portée extraterritoriale, à l'image du RGPD).

L'approche par les risques

L'EU AI Act classe les systèmes IA en 4 catégories selon leur niveau de risque. Plus le risque est élevé, plus les obligations sont strictes :

Niveau	Exemples	Obligation principale
■ Inacceptable (INTERDIT)	Scoring social, manipulation subliminale, biométrie en temps réel dans l'espace public	Interdiction totale depuis fév. 2025

■ Haut risque (RÉGLEMENTÉ)	ATS recrutement, scoring crédit, IA médicale, conduite autonome, infrastructures critiques	Registre, audit, supervision humaine, documentation technique (Art. 6-49)
■ Risque limité (TRANSPARENCE)	Chatbots IA, deepfakes, génération de contenus artificiels	Information obligatoire des utilisateurs (Art. 50)
■ Risque minimal (LIBRE)	Filtres anti-spam, jeux IA, recommandations de contenu non critique	Aucune obligation spécifique EU AI Act

Partie 2 — Le calendrier que vous devez connaître

Date	Échéance	Qui est concerné ?
12 juil. 2024	Publication au JO de l'UE	Tous
1er août 2024	Entrée en vigueur du Règlement	Tous
2 fév. 2025 ✓	Pratiques interdites (Art. 5) + définitions (Art. 3)	Tous — EFFECTIF
2 août 2025 ✓	Obligations GPAI (Ch. V) + gouvernance + sanctions	Fournisseurs GPAI — EFFECTIF
■ 2 août 2026	APPLICABILITÉ GÉNÉRALE — Haut risque Annexe III	TOUTES LES PME CONCERNÉES
2 août 2027	Haut risque produits embarqués (Annexe I)	Fabricants produits IA intégrés

Partie 3 — Les 10 questions pour évaluer votre situation

Répondez à ces 10 questions. Chaque "Oui" est un signal d'alerte qui nécessite une action.

Q1 Utilisez-vous un logiciel de tri ou de scoring des candidatures (ATS) ?

→ Si oui : vous utilisez probablement un système IA à haut risque (Annexe III, 4-a). Obligations : enregistrement, supervision humaine, droit d'information des candidats.

Q2 Utilisez-vous un outil d'évaluation ou de notation de la performance des salariés ?

→ Si oui : potentiellement haut risque (Annexe III, 4-b). Vous devez documenter les critères d'évaluation et garantir un recours humain.

Q3 Votre entreprise utilise-t-elle un système de scoring ou d'analyse du crédit ?

→ Si oui : haut risque (Annexe III, 5). Exige un audit interne, une documentation technique et l'information des personnes concernées.

Q4 Avez-vous un chatbot ou assistant IA qui interagit avec vos clients ou salariés ?

→ Si oui : obligation de transparence (Art. 50) — les utilisateurs doivent savoir qu'ils interagissent avec une IA. Risque limité mais obligation réelle.

Q5 Utilisez-vous un LLM (ChatGPT, Claude, Gemini, Copilot) dans vos processus métier ?

→ Si oui : vous êtes déployeur d'un système GPAI. Obligations depuis août 2025 : politique d'usage, formation des salariés, clauses fournisseurs.

Q6 Vos décisions IA affectent-elles directement des droits ou des opportunités de personnes ?

→ Si oui : vous êtes très probablement dans le périmètre haut risque. Exemple : refus de crédit, non-sélection d'un candidat, tarification différenciée.

Q7 Avez-vous une politique interne d'usage de l'IA documentée ?

→ Si non : c'est une lacune immédiate. Requis par l'Art. 4 (AI literacy) et Art. 29 (obligations déployeurs) dès août 2025.

Q8 Vos salariés ont-ils reçu une formation sur l'utilisation des outils IA ?

→ Si non : l'Art. 4 impose aux déployeurs de garantir un niveau suffisant de littératie IA parmi les personnes qui opèrent les systèmes IA.

Q9 Avez-vous vérifié les obligations de vos fournisseurs IA dans vos contrats ?

→ Si non : les fournisseurs doivent vous fournir documentation technique, logs et informations nécessaires à votre conformité. À intégrer dans vos contrats.

Q10 Avez-vous un registre listant tous les systèmes IA que vous utilisez ou déployez ?

→ Si non : c'est le point de départ de toute démarche de conformité. Obligatoire pour les systèmes haut risque (Art. 49 + Annexe IV).

Partie 4 — Votre plan d'action par niveau de risque

Si vous avez répondu OUI à 1-2 questions (risque limité)

- ✓ Informer vos utilisateurs qu'ils interagissent avec une IA (Art. 50)
- ✓ Adopter une politique d'usage IA interne minimale
- ✓ Sensibiliser vos équipes aux bases de l'EU AI Act
- ✓ Budget estimé : 500 - 1 500 €

Si vous avez répondu OUI à 3-5 questions (risque modéré)

- Réaliser un audit complet de vos systèmes IA (Audit Flash recommandé)
- Rédiger votre registre des systèmes IA (Annexe IV)
- Mettre en place une politique d'usage IA + formation AI literacy
- Vérifier et mettre à jour vos contrats fournisseurs IA
- Budget estimé : 1 500 - 3 000 €

Si vous avez répondu OUI à 6 questions ou plus (risque élevé)

- Audit urgent + Pack Conformité complet fortement recommandé
- Registre IA + Politique + Notice de transparence + Supervision humaine + FRIA
- Revue juridique par un avocat spécialisé droit du numérique
- Programme de formation AI literacy pour les équipes
- Budget estimé : 6 500 - 15 000 € selon la complexité

Les 5 documents clés à produire avant août 2026

#	Document	Article EU AI Act	Priorité
1	Registre des systèmes IA	Art. 49 + Annexe IV	■ Urgent
2	Politique d'usage IA interne	Art. 4 + Art. 29	■ Urgent
3	Notice de transparence	Art. 13 + Art. 50	■ Important
4	Procédure de supervision humaine	Art. 14	■ Important
5	Évaluation impact droits fondamentaux (FRIA)	Art. 27	■ Recommandé

Passez à l'action — deux options

Option 1 — Audit Flash · 1 500 € TTC

Questionnaire guidé · Rapport 15-20 pages · Dashboard · Plan d'action

Livraison sous 48h ouvrées

Option 2 — Pack Conformité · 6 500 € TTC

Audit Flash + 5 documents légaux personnalisés + 30j Q&A;

Livraison sous 72h ouvrées

→ aiact-ready.fr · contact.tntechcorp@gmail.com

Ce guide est fourni gratuitement par TNTECH CONSULTING SAS dans le cadre de sa mission d'accompagnement des PME et ETI françaises face au Règlement (UE) 2024/1689. Il est mis à jour régulièrement. Pour la version la plus récente : aiact-ready.fr/ressources